

un autre projet est possible

collectif-cptg.org



COMMUNIQUÉ DE PRESSE du 12 mars 2018

**Annulation d'EuropaCity :
des légumes menacés d'expulsion par référé !**



L'Etablissement public foncier d'Ile de France (EPFIF) a fait parvenir un courrier au Collectif pour le Triangle de Gonesse le sommant de quitter un champ cultivé depuis mai 2017, date d'un grand rassemblement de protestation contre le projet de mégacentre commercial Europacity.

Le CPTG doit également « procéder à la suppression des plantations effectuées », exige l'EPFIF, qui ignore visiblement qu'à cette saison de l'année, les plantations sont encore à l'état de graines ou de jeunes pousses à peine visibles.

« Alors que l'opération Europacity se heurte à une opposition grandissante, le Conseil régional, via son bras armé l'EPFIF, vient de se fixer un objectif de grande envergure : faire détruire une modeste parcelle où ont été plantés potirons, tomates, courgettes, radis, poireaux et seigle », relève le président du CPTG Bernard Loup.

La parcelle, dont l'usage a été laissé par un agriculteur, se trouve le long de la D170, sur la zone retenue par le groupe Auchan et son allié chinois Wanda pour leur projet. Lors du rassemblement du 21 mai 2017 sur le Triangle de Gonesse, un

collectif d'associations y a planté des semis.

Des habitants des alentours sont venus régulièrement entretenir les cultures. **La récolte de légumes a été distribuée gratuitement à des habitants de l'île de France** et a notamment servi à faire une « soupe républicaine » le 28 septembre 2017 à Gonesse, le 8 octobre 2017 place de la République à Paris et le 17 novembre 2017 à Montreuil.

« **Des choux illégaux ? Des radis clandestins ? Des poireaux défendus ? De toute évidence, notre jardinage dominical constitue aux yeux de certains un dangereux trouble à l'ordre public** », ajoute Bernard Loup. L'EPFIF pousse le ridicule jusqu'à menacer d'engager contre ces quelques légumes « une procédure judiciaire » par référé !

En fin de semaine dernière, le président du CPTG recevait à son domicile une « sommation de quitter les lieux ». L'EPFIF, dit cet avis remis par huissier, « fait sommation de procéder à la suppression, à (nos) frais, des plantations effectuées sans droit ni titre sur la parcelle et de façon générale de quitter les lieux de toutes personnes et de tous biens, et ce immédiatement et sans frais. »

Le Collectif pour le Triangle de Gonesse se demande si le Conseil régional n'a pas oublié sa mission, qui est de défendre l'intérêt général. Alors que les avis négatifs s'accumulent contre le projet Europacity - **le 6 mars le tribunal administratif de Cergy-Pontoise annulait l'arrêté préfectoral créant la ZAC de Gonesse** » pour cause d'insuffisance de l'étude d'impact en matière de pollution atmosphérique et d'émissions de CO2, et de consommation énergétique aussi – l'EPFIF s'entête à défendre un projet dépassé.

Le CPTG rappelle que l'EPFIF n'a pris aucun soin de cette parcelle, qui, comme toutes les terres du triangle de Gonesse, est d'une excellente qualité agricole et devrait être consacrée à nourrir la population francilienne.

Des sauveteurs de terre, eux, ont cultivé ce champ. A l'automne 2017, après la première récolte, ils ont semé du seigle et des noyaux de pêchers et de pruniers. « **L'EPFIF n'a-t-il rien de plus urgent que de faire arracher, par référé et toute affaire cessante, ces quelques pousses ?** », demande Bernard Loup.

Le CPTG appelle tout-e-s les Sauveteurs de Terres à venir chemin de la Justice à Gonesse, le dimanche 18 mars à partir de 14h, avec gants, pots, outils de jardin et brouettes. (*infos sur notre site : www.nonaeuropacity.com*)

La terre ne nous appartient pas, nous l'héritons de nos ancêtres et nous l'empruntons à nos enfants.

Collectif Pour le Triangle de Gonesse.

Contacts :

Bernard Loup, président - cptg@nonaeuropacity.com pour le CPTG

